



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



**Indicateur de conjoncture
Juillet 2016**

Table des matières

I. INTRODUCTION	1
II. PRODUCTION	1
Café.....	1
Thé.....	2
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	2
IV. FINANCES PUBLIQUES.....	2
Recettes.....	2
Dépenses	3
Dettes publiques.....	3
-Dette intérieure.....	3
-Dette extérieure.....	3
V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES	4
Base monétaire	4
Masse monétaire.....	4
Contreparties.....	4
VI. COMMERCE EXTERIEUR	5
Exportations	5
Importations.....	5
VII. TAUX DE CHANGE.....	6
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE.....	6
Emplois	6
Ressources.....	6
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE	7
Rentabilité	7
Liquidité.....	8
ANNEXE1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS	9
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en millions de BIF)	10
ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS	11

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution, à fin juillet 2016, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et du taux de change, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et les principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire.

Le secteur réel a été marqué par la baisse de la production industrielle et la progression de la production du café parche et du thé.

Les finances publiques ont connu un déficit global (hors dons) moins profond que celui de la même période de 2015. Le secteur monétaire a été caractérisé par une augmentation de la base monétaire et de la masse monétaire.

Le commerce extérieur a enregistré un accroissement des exportations et une réduction des importations. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au dollar américain.

L'activité du secteur bancaire a connu une augmentation des emplois et des ressources; il est resté solide et a respecté les normes réglementaires et prudentielles. Il est demeuré suffisamment capitalisé et rentable, bien que le portefeuille crédit se soit davantage détérioré.

II. PRODUCTION

Par rapport au mois précédent, le secteur réel a été caractérisé, au mois de juillet 2016, par la hausse de la production industrielle et des apports de café parche alors que la récolte du thé en feuilles vertes a baissé. En revanche, en glissement annuel, la production industrielle et les apports de café parche ont reculé tandis que la production de thé en feuilles verte a augmenté.

Indice de la production industrielle

Au mois de juillet 2016, l'indice de la production industrielle a augmenté de 27,8% par rapport à celui du mois précédent, passant de 135,0 à 172,5 en rapport essentiellement avec l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (+22,5%) et de sucre (+136,4%).

Par contre, en glissement annuel, l'indice a fléchi de 1,5%, revenant de 175,2 à 172,5, en liaison principalement avec la diminution des productions de sucre (-3,7%), de cigarettes (-4,2%) et de savons (-8,2%).

Café

A fin juillet 2016, les apports cumulés de café Arabica en parche de la campagne 2016/2017 se sont établis à 13.749 contre 15.686 T à la même période de la campagne précédente, soit une baisse de 1.937 T (-12,3%). Le volume total du café parche attendu à la fin de la campagne 2016/2017 est estimé à 23.364 contre 22.009 T la campagne précédente, soit une hausse de 6,2%.

Thé

Au mois de juillet 2016, la production de thé en feuilles vertes a chuté de 51,9% par rapport au mois précédent, revenant de 4.099 à 1.972 T, suite à la saison sèche. Toutefois, en glissement annuel, la production cumulée a progressé de 9,2%, passant de 36.169 à 38.141 T

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

L'indice des prix à la consommation du mois de juillet 2016 s'est établi à 115,6 contre 111,2 au même mois de l'exercice précédent, soit une inflation de 3,9% qui a été tirée à la fois par l'inflation alimentaire (+4,5%) et non alimentaire (+3,4%).

L'inflation alimentaire est liée à la progression des prix des sous divisions « viandes » (+8,4%), « poissons » (+25,6%), « lait, fromage et œufs » (+10,0%), « sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (+14,6%) et « produits alimentaires non définis ailleurs » (+16,4%) qui a contrebalancé la baisse des prix de la sous division "huiles et graisses" (-14,8%).

L'inflation non alimentaire a résulté, pour l'essentiel, de la hausse des prix des divisions « boissons alcoolisées et tabac » (+12,8%), « articles d'habillement et articles chaussants » (+8,0%), « ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » (+9,6%), « "santé" » (+12,7%), « hôtellerie, café et restauration » (+3,9%) et « autres biens et services » (+7,7%). En revanche, les prix de la division « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » ont diminué de 1,9%.

Indice des prix à la consommation (base décembre 2013:100)

	juil-15	juil-16	Inflation
1. Alimentation	111,5	116,5	4,5
- Pains et céréales	102,7	105,0	2,2
- Viande	107,4	116,4	8,4
- Poisson	134,2	168,5	25,6
- lait, fromage et œufs	112,3	123,5	10,0
- Huiles et graisses	103,2	87,9	-14,8
- Fruits	113,2	116,4	2,8
- Légumes	116,1	116,3	0,2
- Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	113,1	129,6	14,6
- Produits alimentaires non définies ailleurs	116,0	135,0	16,4
2. Hors alimentation	111,0	114,8	3,4
- Boissons alcoolisées et Tabac	101,0	113,9	12,8
- Articles d'habillement et articles chaussants	120,7	130,4	8,0
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	111,6	109,5	-1,9
- Ameublement, équipement ménager, et entretien courant de la maison	113,8	124,7	9,6
- Santé	109,3	123,2	12,7
- Transport	102,0	105,0	2,9
- Communications	118,4	118,7	0,3
- Loisirs et culture	107,4	108,9	1,4
- Enseignement, éducation	103,0	105,0	1,9
- Hôtellerie, café et restauration	113,8	118,2	3,9
- Autres biens et services	111,7	120,3	7,7
Indice général	111,2	115,6	4,0

Source : ISTEERBU

Par rapport au mois précédent, le niveau général des prix du mois de juillet 2016 s'est accru de 0,8%, suite principalement à la hausse des prix des divisions « fruits » (+17,3%), « lait, fromage et œufs » (+7,2%) et « poissons » (+6,2%) qui a contrebalancé la diminution des prix de la division « sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (-23,7%).

IV. FINANCES PUBLIQUES

A fin juillet 2016, le déficit global (hors dons) des finances publiques s'est allégé par rapport à la même période de l'année précédente en liaison avec la baisse des dépenses.

Recettes

Par rapport au mois précédent, les recettes publiques du mois de juillet 2016 ont progressé de 7.396,5 MBIF ou 17,0%, passant de 43.575,4 à 50.971,9 MBIF, en rapport avec la hausse des recettes fiscales (+3.410,1 MBIF) et non fiscales (+3.986,4 MBIF).

En glissement annuel, le cumul des recettes publiques à fin Juillet 2016 a chuté de 1.664,0 MBIF (-0,5%), revenant de 335.154,9 à 333.490,9 MBIF. Cette baisse a concerné les recettes fiscales (-4.188,7 MBIF), non fiscales (-4.640,5 MBIF) et exceptionnelles (-2.115,7 MBIF).

Dépenses

Le cumul des dépenses engagées à fin juillet 2016 s'est élevé à 562.527,4 contre 608.490,2 MBIF à la même période de 2015, soit une baisse de 7,6%.

Les dépenses de personnel cumulées se sont fixées à 196.768,1 contre 181.510,2 MBIF à la fin de la période correspondante de 2015, soit un accroissement de 8,4%.

Dettes publiques

D'un mois à l'autre, l'encours global de la dette publique a baissé de 0,3% en liaison avec le recul de la dette extérieure (-2,8%), la dette intérieure ayant, par contre, augmenté (1,2%).

En glissement annuel, l'encours de la dette publique a progressé de 28,7%, se fixant à 1.905.425,0 MBIF contre 1.487.246,8 MBIF à fin juillet 2015, en rapport principalement avec la forte augmentation de la dette intérieure (+43,0%).

- Dette intérieure

D'un mois à l'autre, le stock de la dette intérieure s'est accru de 14.464,4 MBIF, passant de 1.176.443,4 à 1.190.907,8 MBIF, suite à l'augmentation de l'endettement de l'Etat envers le secteur

bancaire (+13.482,2 MBIF) et le secteur non bancaire (+982,2 MBIF).

En glissement annuel, l'encours de la dette publique intérieure à fin juillet 2016 a progressé de 357.605,3 MBIF, passant de 833.302,5 à 1.190.907,8 MBIF, en liaison avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire (+339.138,0 MBIF) et du secteur non bancaire (+18.467,3 MBIF). La progression de la dette envers le secteur bancaire a résulté particulièrement de la hausse des engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (+141.145,1 MBIF) et les banques commerciales (+197.698,6 MBIF).

- Dette extérieure

Comparé à celui du mois précédent, l'encours de la dette publique extérieure à fin juillet 2016 a baissé de 20.828,5 MBIF, revenant de 735.345,7 à 714.517,2 MBIF, suite à l'absence de nouveaux tirages, aux moins-values de réévaluation (19.966,6 MBIF) et à l'amortissement (861,8 MBIF).

Par contre, en glissement annuel, le stock de la dette publique extérieure a augmenté de 60.200,0 MBIF, passant de 654.317,2 à 714.517,2 MBIF. Cette augmentation est en liaison avec les nouveaux tirages (45.607,2 MBIF) et les plus-values de réévaluation (16.704,1 MBIF) qui ont contrebalancé le paiement du principal (6.515,1 MBIF).

Exprimé en dollar américain, le stock de la dette extérieure à fin juillet 2016 a augmenté, en glissement annuel, de

11,7 MUSD, passant de 419,5 à 431,3 MUSD.

V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire se sont accrues suite à l'augmentation du crédit intérieur qui a contrebalancé la diminution des avoirs extérieurs nets.

Base monétaire

Par rapport à fin juillet 2015, la base monétaire s'est accrue de 54.451,7 MBIF (+16,6%), passant de 327.878,7 à 382.330,4 MBIF. Cette augmentation est principalement liée à la hausse des dépôts des banques commerciales (+20.241,2 MBIF, soit 25,0%) et des billets et pièces en circulation (+26.997,4 MBIF).

Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire M3 à fin juillet 2016 s'est accrue de 16.385,6 MBIF (soit 1,6%), passant de 1.039.577,8 à 1.055.963,4 MBIF. Cette augmentation a concerné l'agrégat monétaire M2 (+52.282,7 MBIF, soit 5,8%), les dépôts en devises des résidents, ayant par contre, baissé de 35.897,1 MBIF (-24,7%).

L'expansion de la masse monétaire M2 a concerné les disponibilités monétaires qui ont sensiblement augmenté (+52.564 MBIF, soit 8,4%), en liaison avec l'accroissement des dépôts à vue (+23.575,7 MBIF) et de la circulation fiduciaire hors banques (+29.257,9MBIF). En revanche, les dépôts à terme et d'épargne ont légèrement diminué (-281,3 MBIF).

L'accroissement des dépôts à vue en BIF a porté sur les dépôts des entreprises privées (+35.858,7MBIF) et des ménages (+5.999 MBIF). Par contre, les avoirs classés dans les autres comptes (-16.275,0 MBIF), les dépôts des établissements financiers (-1.975,5 MBIF), des administrations locales (-271,9 MBIF) et ceux des sociétés non financières publiques (-29,5 MBIF) ont diminué.

La baisse des dépôts à terme et d'épargne en BIF a principalement résulté du recul des dépôts des particuliers (-20.452,7 MBIF) et des dépôts classés dans les autres comptes (-15.738,0 MBIF) qui a légèrement contrebalancé l'augmentation des placements des entreprises privées (+22.768,1 MBIF), des établissements financiers (+7.346,0 MBIF) et des sociétés non financières publiques (+5.728,1 MBIF).

La baisse des dépôts en devises des résidents est liée à la diminution des dépôts en devises des particuliers (-26.997,8 MBIF), des sociétés non financières publiques (-5.043,3 MBIF) et ceux regroupés dans les autres comptes (-18.983,3 MBIF). En revanche, les dépôts en devises des autres sociétés non financières ont augmenté (+15.021,3 MBIF).

Contreparties

Le crédit intérieur s'est accru de 267.463,6 MBIF (+21,0%), passant de 1.276.106,8 à 1.543.570,4 MBIF de fin juillet 2015 à fin juillet 2016, en raison de la forte augmentation des créances nettes sur l'Etat (+312.775,7 MBIF, soit +63,2%), les créances sur l'économie

ayant, par contre, baissé de 45.312,1 MBIF (soit -5,8%).

L'expansion des créances nettes sur l'Etat a principalement porté sur les avances de la Banque Centrale (+141.145,1 MBIF) et sur les titres du Trésor détenus par les banques commerciales (+195.387,8 MBIF).

Les avoirs extérieurs nets ont baissé de 218.427,2 MBIF, revenant de 29.894,8 MBIF à fin juillet 2015 à -188.532,4 MBIF, en raison du gel des financements extérieurs par certains bailleurs de fonds ainsi que des interventions de la Banque Centrale sur le marché interbancaire des devises. De même, les réserves de change officielles exprimées en dollar américain ont diminué (-57,6%), revenant de 223,8 MUSD à fin juillet 2015 à 94,8 MUSD à fin juillet 2016. Ces réserves couvrent 1,4 mois d'importations de biens et services, contre 2,9 mois à la même période de 2015.

VI. COMMERCE EXTERIEUR

A fin juillet 2016, le commerce extérieur a été caractérisé par un déficit de la balance commerciale moins profond que celui de la même période de 2015, soit -567.082,5 contre -748.907,3 MBIF. Cet allègement est le résultat, à la fois, de la diminution des importations (-21,3%) et de l'augmentation des exportations (+2,8%). Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 14,2% contre 10,9% à fin juillet 2015.

Exportations

Par rapport à fin juillet 2015, les exportations en valeur à fin juillet 2016 ont légèrement augmenté, soit 94.080,2 contre 91.486,5 MBIF, suite à l'accroissement des exportations des produits manufacturés (38.510,3 contre 31.641,3 MBIF), les exportations des produits primaires ayant baissé (55.569,8 contre 59.845,2 MBIF).

L'augmentation des exportations des produits manufacturés a concerné principalement les cigarettes (+1.061,0 MBIF) et les autres produits manufacturés (+5.110 MBIF), tandis que la diminution des exportations des produits primaires a porté essentiellement sur le thé (-7.490,3 MBIF), les peaux brutes (-3.752,7 MBIF) et les minerais de niobium (-3.283,0 MBIF).

Les exportations en volume se sont accrues de 5.305 tonnes, passant de 44.140 à 49.445 tonnes. Cet accroissement a résulté, à la fois, de l'augmentation des exportations des produits manufacturés (+3.027 tonnes) et des produits primaires (+2.278 tonnes).

Importations

En valeur, le cumul des importations à fin juillet 2016 ont baissé de 21,3% par rapport à la même période de 2015, revenant de 840.393,8 à 661.162,7 MBIF, en liaison principalement avec la diminution des importations des biens d'équipement (110.016,2 contre 257.247,2 à MBIF, soit -57,3%) et des biens de consommation (233.887,1 contre 263.858,0 MBIF soit -11,4%).

Les importations de biens de production se sont presque stabilisées (317.259,2 contre 318.907,8 MBIF).

La diminution des importations des biens d'équipement (-147.611,7 MBIF) a porté essentiellement sur le matériel électrique (-72.891,4 MBIF) et les chaudières et engins mécaniques (-62.785,2 MBIF). La contraction des importations de bien de consommation est liée principalement à celle des textiles (-17.775,4 MBIF) et des produits pharmaceutiques (-8.978,4 MBIF).

En revanche, les importations en volume ont augmenté de 70.002,0 tonnes, soit 16,5%, s'établissant à 495.203,0 contre 425.201,0 tonnes, en liaison principalement avec la hausse des importations de biens de production (+65.696 tonnes).

VII. TAUX DE CHANGE

Au mois de juillet 2016, le taux de change moyen du BIF s'est établi à 1.656,83 pour un dollar américain, contre 1.570,22 à la même période de l'exercice précédent, soit une dépréciation de 5,5%.

Le taux de change du BIF à fin de période s'est établi à 1.660,29 contre 1.572,98 BIF/USD à fin juillet 2015, soit une dépréciation de 5,6%.

Par rapport au mois précédent, le taux de change moyen du BIF/USD s'est fixé à 1.656,83 contre 1.650,6 BIF pour un dollar américain, soit une dépréciation de 0,37%.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE

A fin juillet 2016, le total bilan du secteur bancaire s'est accru, le volume des dépôts a augmenté alors que le crédit à l'économie a diminué. Toutefois, le crédit au secteur gouvernemental à travers les titres du Trésor a augmenté.

Emplois

En glissement annuel, le total actif du secteur bancaire a augmenté de 11,3% à fin juillet 2016, passant de 1.580.324,8 à 1.759.475,8 MBIF. Le total actif est dominé par les crédits à l'économie et les titres du Trésor qui représentaient 45,5 et 22,2% respectivement du total actifs à fin juillet 2016.

L'encours des titres du Trésor a augmenté de 137,9%, passant de 164.582,1 à 391.479,8 MBIF à fin juillet 2016. Ainsi, la part des titres du Trésor et autres crédit directs à l'Etat dans le total des actifs du secteur bancaire a augmenté, passant de 10,4 à 22,2% à fin juillet 2016.

Par contre, l'encours crédit à l'économie a baissé de 6,8%, revenant de 858.371,3 à 800.053,2 MBIF et sa part dans le total actif a baissé, se fixant 45,5 % contre 54,3 à fin juillet 2015.

Ressources

Comparé à la même période de l'année précédente, les dépôts collectés ont augmenté de 5,2% passant de 913,352.4 à 961,093.9 MBIF à fin juillet 2016. Comparé au mois précédent, les dépôts ont baissé de 1,2%. Pour faire face à cette baisse des dépôts, certaines banques ont fait recours

aux refinancements de la Banque Centrale. Le refinancement auprès de la Banque Centrale a augmenté, passant de 8.000,0 à 104.044,0 MBIF de fin juillet 2015 à fin juillet 2016.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

Le secteur bancaire est resté solide et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées à fin juillet 2016. Bien que le portefeuille crédit s'est davantage détérioré, le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable.

Adéquation du capital

A fin juillet 2016, le secteur bancaire est capitalisé et dispose des coussins des fonds propres suffisants pour absorber les risques inhérents. Le ratio de solvabilité global et le ratio de solvabilité de base sont demeurés largement au-dessus des exigences réglementaires qui prennent en compte le volant de conservation des fonds propres de 12,5 et 14,5% respectivement. Les deux ratios se sont améliorés, passant de 17,5 à 19,0% et de 20,1 à 21,9% respectivement de fin juillet 2015 à fin juillet 2016. Le ratio de levier s'est établi à 14,0% pour une limite minimale de 7%.

Qualité du portefeuille crédit

La qualité du portefeuille crédit du secteur bancaire s'est davantage dégradée, le taux de détérioration des crédits est passé de 11,8 à 19,3% de fin juillet 2015 à fin juillet 2016. Au cours de la même période, les créances impayées

ont augmenté de 60,5%, passant de 118.081,1 à 189.497,6 MBIF.

Le taux de dégradation des crédits dans le secteur « hôtellerie et tourisme » s'est établi à 37,6%. Les secteurs « agriculture » et « commerce » ont connu des taux de dégradation de 27,0% et 20,9% respectivement. Les taux de dégradation dans les secteurs « construction » et « industrie » se sont élevés à 18,1% et 16,0% respectivement.

Suite à cette détérioration de la qualité du portefeuille crédit, le secteur bancaire s'est montré plus prudent et a constitué de provisions pour se prémunir contre ce risque. Le taux de provisionnement ayant augmenté, passant de 76,2% à 80,6% de juillet 2015 à juillet 2016.

Le risque de concentration envers les grands débiteurs est minime à fin juillet 2016 dans la mesure où les crédits accordés aux grands débiteurs représentaient 21,9% du total crédit. En revanche, le secteur bancaire fait face au risque de concentration envers le secteur « commerce » qui représentait 32,6% de l'ensemble des crédits à l'économie.

Rentabilité

En glissement annuel, la rentabilité du secteur bancaire a reculé suite essentiellement à l'augmentation des créances impayées. En effet, le résultat net a diminué de 7,0%, revenant de 17.364,1 à 16.142,7 MBIF à fin juillet 2016.

Le taux de rendement des actifs (ROA) et le taux de rendement des fonds propres (ROE) ont légèrement diminué, revenant

respectivement de 1,4% à 1,2% et de 9,5% à 8,0% de juillet 2015 à juillet 2016.

Liquidité

A fin juillet 2016, les coefficients de liquidité en BIF et en devises se sont établis au-dessus des normes réglementaires de 20% (actifs liquides sur total dépôts) avec des moyennes respectives de 45,7% et 119,4%.

Toutefois, le secteur bancaire fait face au risque de concentration des dépôts qui est relativement élevé, la part dépôts des dix gros déposants représente 28,9% du total des dépôts à fin juillet 2016.

ANNEXE1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2 015			2 016			
	Mai	Juin	Juillet	Mai	Juin	Juillet	
I. PRODUCTION ET PRIX							
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	88,7	122,5	175,2	110,2	135,0	172,5	
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	-	962,8	15 686,0	610,8	12 227,3	13 749,0	
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	26 888,8	31 787,8	36 169,0	32 070,0	36 169,3	38 141,0	
4. Indice des prix à la consommation (déc.2013 = 100)	109,9	110,5	111,2	112,8	114,7	115,6	
5. Taux d'inflation(en p.c)	7,2	7,7	8,0	2,6	3,8	3,9	
II. FINANCES PUBLIQUES							
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	246 872,4	290 447,8	335 154,9	238 943,7	282 519,1	333 490,9	
1.1. Recettes fiscales (cumul)	227 322,9	268 423,8	308 340,9	218 540,2	259 641,2	304 152,2	
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	17 433,8	19 908,3	24 698,3	20 403,5	22 877,9	29 338,8	
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	2 115,7	2 115,7	2 115,7	0,0	0,0	0,0	
2. Dépenses cumulées	432 529,9	518 209,8	608 490,2	321 646,6	487 571,9	562 527,4	
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	130 228,1	156 235,6	181 510,2	139 826,1	167 900,0	196 768,1	
3. Dette publique (en MBIF)	1 435 145,0	1 480 825,8	1 487 246,8	1 898 761,8	1 911 789,1	1 905 425,0	
3.1. Encours dette intérieure	782 785,2	823 868,3	832 929,6	1 166 078,5	1 176 443,4	1 190 907,8	
dont bons et obligations du Trésor	267 078,3	270 621,1	279 646,9	455 349,6	475 292,9	493 502,0	
avance ordinaire BRB	79 625,0	121 700,8	124 466,2	294 898,3	292 750,7	290 649,2	
3.2. Encours dette extérieure	652 359,8	656 957,5	654 317,2	732 683,3	735 345,7	714 517,2	
3.3. Encours dette extérieure (en dollars américains)	422,0	423,1	419,5	445,2	445,5	431,3	
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	757,8	191,7	182,3	719,9	270,9	1 165,1	
dont amortissements	3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	519,4	138,1	28,3	60,5	218,7	861,8
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	6 128,9	62,3	0,0	240,7	2 186,6	0,0	
III. MONNAIE							
1. Base monétaire (en MBIF)	331 762,9	334 494,9	327 878,7	354 477,2	364 068,9	382 330,4	
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 068 316,5	1 046 534,7	1 039 577,8	1 041 531,2	1 064 424,4	1 055 963,4	
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	925 061,6	908 375,8	894 027,0	928 513,1	948 993,9	946 309,7	
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 193 927,0	1 236 246,0	1 276 106,8	1 512 960,0	1 528 732,4	1 543 570,4	
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	423 616,9	465 933,3	495 024,4	785 952,0	789 226,9	807 800,1	
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	138 502,9	65 138,6	29 894,8	-195 288,9	-165 886,7	-188 532,4	
6. Opérations sur les Appels d'Offres							
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	-	13 580,0	6 000,0	82 000,0	101 000,0	111 437,0	
	-	-	-	-	-	0,0	
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en p.c)							
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	7,82	9,57	11,48	6,55	6,49	6,28	
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	7,25	8,65	10,07	7,51	7,57	7,54	
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	9,30	9,38	9,44	10,91	10,49	10,20	
7.4. Reprise de liquidité	-	-	-	-	-	0,00	
7.5. Apport de liquidité	0,00	8,95	7,12	3,29	3,15	3,23	
7.6. Facilité de prêt marginal	13,17	14,39	14,75	9,80	8,89	8,85	
7.7. Marché interbancaire	8,04	9,05	7,37	-	-	0,00	
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	8,64	8,68	8,56	7,71	7,65	7,72	
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,59	16,58	16,61	16,60	16,59	16,64	
IV. COMMERCE EXTERIEUR							
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	59 834,9	75 755,3	91 486,5	68 083,1	78 612,3	94 080,2	
dont Café Arabica	7 157,5	9 043,7	13 949,5	17 604,9	18 362,7	24 163,1	
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	30 811	37 680	44 140	36 222	41 999	49 445	
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb	nd	nd	151,5	nd	nd	nd	
- BIF/Kg	nd	nd	5 163,5	nd	nd	nd	
1.3. Encaissements café (en MBIF)	19 629,0	21 964,9	22 454,4	24 954,4	25 705,4	31 531,5	
2. Importations (cumul en MBIF)	615 797,3	734 307,8	840 393,8	462 814,0	562 701,4	661 162,7	
dont produits pétroliers	129 749,6	159 651,3	193 505,9	117 647,5	145 424,2	171 225,5	
2.1. Volume des importations (cumul en T)	304 390,3	365 625,3	425 200,91	343 404,0	424 406,0	495 202,9	
V. TAUX DE CHANGE							
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF (Déc2013 = 100)							
3.1.1. Nominal	114,0	113,8	114,9	109,6	109,7	nd	
3.1.2. Réel	120,6	120,7	122,4	116,3	118,2	nd	
3.2. Taux de change							
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 560,0	1 566,9	1 573,0	1 648,1	1 653,0	1 660,3	
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 558,1	1 563,2	1 570,2	1 645,9	1 650,6	1 656,8	
(p) : Provisoire							
nd : Non disponible							
- : Données inexistantes.							

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE
(en millions de BIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	31/07/2015	31/07/2016	Variation en %	31/07/2015	31/07/2016	Variation en %	31/07/2015	31/07/2016	Variation en %
Rubriques									
I. EMPLOIS	1 468 674,1	1 625 687,9	10,7	111 650,7	133 787,3	19,8	1 580 324,8	1 759 475,2	11,3
1. Principaux Emplois	1 225 667,4	1 320 953,7	7,8	97 679,1	100 490,3	2,9	1 323 346,5	1 421 444,0	7,4
A. Liquidité	454 007,1	618 732,7	36,3	10 968,1	2 658,1	-75,8	464 975,2	621 390,8	33,6
. Caisse	45 925,5	43 755,2	-4,7	5,6	11,2	100,0	45 931,1	43 766,4	-4,7
. B.R.B.	80 758,1	109 453,1	35,5	729,3	1 692,7	132,1	81 487,4	111 145,8	36,4
. Banques & Etablissements Financiers	162 741,3	74 044,6	-54,5	10 233,2	954,2	-90,7	172 974,5	74 998,8	-56,6
. Bons, Obligations du Trésor et autres crédits à l'Etat	164 582,1	391 479,8	137,9	-	-	-	164 582,1	391 479,8	137,9
B. Crédits	771 660,3	702 221,0	-9,0	86 711,0	97 832,2	12,8	858 371,3	800 053,2	-6,8
. Court terme	365 948,6	489 984,7	33,9	9 119,2	8 953,5	-1,8	375 067,8	498 938,2	33,0
. Moyen terme	206 576,0	135 710,3	-34,3	31 012,2	46 238,7	49,1	237 588,2	181 949,0	-23,4
. Long terme	92 113,9	76 526,0	-16,9	34 326,7	42 640,0	24,2	126 440,6	119 166,0	-5,8
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits	1 086,0	-	-100,0	107,6	-	-	1 193,6	-	-100,0
dont : Impayés	105 935,8	164 211,7	55,0	12 145,3	25 285,9	108,2	118 081,1	189 497,6	60,5
2. Autres	243 006,8	304 734,2	25,4	13 971,6	33 297,0	138,3	256 978,4	338 031,2	31,5
II. RESSOURCES	1 468 674,1	1 625 687,9	10,7	111 650,7	133 787,3	19,8	1 580 324,8	1 759 475,2	11,3
1. Les Principales Ressources	989 487,4	1 159 493,1	17,2	18 528,3	51 523,0	178,1	1 008 015,7	1 211 016,1	20,1
. Clientèle	896 824,1	915 470,5	2,1	16 528,3	45 623,4	176,0	913 352,4	961 093,9	5,2
. B.R.B.	6 000,0	102 354,4	0,0	2 000,0	1 689,6	-15,5	8 000,0	104 044,0	1 200,6
. Banques & Etablissements Financiers	86 663,3	141 668,2	63,5	-	4 210,0	0,0	86 663,3	145 878,2	68,3
dont : Résidents	-	69 074,0	0,0	0,0	4 210,0	0,0	-	73 284,0	-
2. Autres	479 186,7	466 194,8	-2,7	93 122,4	82 264,3	-11,7	572 309,1	548 459,1	-4,2
III. Résultat Cumulé :	10 120,8	17 572,0	73,6	485,4	1 364,2	181,0	10 606,2	18 936,2	78,5
. Résultat de l'exercice	17 923,8	16 716,3	-6,7	485,4	1 512,3	211,6	18 409,2	18 228,6	-1,0
. Dotations complémentaires	1 045,1	1 937,8	85,4	-	148,1	-	1 045,1	2 085,9	99,6
. Résultat net de l'exercice	16 878,7	14 778,5	-12,4	485,4	1 364,2	0,0	17 364,1	16 142,7	-7,0
. Résultat des exercices précédents	-6757,9	2793,5	141,5	0,0	0,0	-	(6 757,9)	2793,5	141,5
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
. Fonds propres de base (en MBIF)	188 656,1	193 296,6	2,5	22 188,0	24 942,6	12,4	210 844,1	218 239,2	3,5
. Fonds propres (en MBIF)	213 812,3	216 216,8	1,1	29 260,5	35 365,9	20,9	243 072,8	251 582,7	3,5
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	17,1	18,8		22,1	21,5		17,5	19,0	
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	19,3	21,0		29,1	30,4		20,1	21,9	
. Ratio de levier (norme 7%)	-	13,5		-	20,5		-	14,0	
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	52,5%	43,2%		77,7%	73,1%		54,3%	45,5%	
. Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	11,2%	24,1%		-	-		10,4%	22,2%	
. Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	0,9	202,5		-	-		78,1	179,4	
. Taux de détérioration des crédits (en %)	11,7	20,2		12,6	13,5		11,8	19,3	
. Taux de provisionnement (en %)	77,8	82,0		62,4	65,6		76,2	80,6	
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	26,8	23,7		9,0	9,1		25,0	21,9	
. Coefficient de liquidité en BIF (norme 20%)	33,3	45,7		-	-		33,3	45,7	
. Coefficient de liquidité en devises (norme 20%)	101,3	119,4		-	-		101,3	119,4	
. Rapport entre R.S et E.I. (norme 60%)	128,3	116,3		274,5	246,5		274,5	135,7	
. Dix gros dépôts/Total dépôts	-	29,4		-	19,5		-	28,9	
. Taux de rendement des fonds propres (*)	9,5	8,0		-	-		9,5	8,0	
. Taux de rendement des actifs (*)	1,4	1,2		-	-		1,4	1,2	
(*) les banques commerciales uniquement									

ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2011	2012	2013	2014	2015
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en p.c.)	4,0	4,4	4,9	4,5	-3,9
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	9,6	18,2	7,9	4,4	5,6
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	124,0	134,7	94,0	131,8	120,1
Importations, CAF (en millions de dollar)	755,6	751,5	811,0	768,7	716,4
Volume des exportations (en tonnes)	47 476	52 300	57 207	79 580	85 499
Volume des importations (en tonnes)	681 790	705 348	809 077	798 246	629 916
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-262,7	-255,1	-250,2	-384,5	-371,2
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 261,1	1 442,5	1 555,1	1 546,7	1 571,9
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 361,5	1 546,1	1 542,0	1 553,1	1 617,1
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	295,6	312,9	321,2	317,3	136,4
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	4,0	4,0	4,2	4,2	2,3
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-76 150,1
Crédit intérieur (en MBIF)	798 719,2	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 407 295,1
Créances nettes sur l'Etat	232 248,9	277 057,5	274 749,0	384 697,0	688 547,5
Créances sur l'économie	566 470,3	643 028,6	697 553,3	751 176,8	718 747,6
Masse monétaire (M3)	725 532,4	856 091,2	939 527,9	1 045 336,7	1 061 555,6
Masse monétaire (M2)	636 400,0	708 053,0	801 728,3	880 206,6	924 036,3
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,5	4,8	4,9	5,1	4,9
Base monétaire (Taux de croissance)	0,7	16,1	23,6	15,8	-8,6
Taux d' intérêt d'apport de liquidité (en p.c.)	13,3	-	-	-	3,4
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	14,3	13,8	12,5	8,0	9,8
Taux d'intérêt moyens créditeurs (fin de période en p.c.)	7,6	8,8	9,0	8,8	8,7
Taux d'intérêt moyens débiteurs (fin de période en p.c.)	15,3	15,7	16,2	16,7	16,9
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	24,1	21,0	22,1	19,9	16,5
Dépenses (en p.c. du PIB)	27,3	24,6	25,0	24,0	22,4
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-1,7	-0,3	-3,7	-4,9	-6,8
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-10,4	-8,2	-10,1	-9,0	-9,1
- dons inclus	-3,2	-3,6	-2,9	-4,1	-5,9
Dettes intérieure (en MBIF)	513 482,5	539 600	597 962	727 264,4	1 069 551,8
Dettes extérieure (en MUSD, en fin de période)	356,3	393	413	429,6	420
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	2,5	3,4	3,5	4,1	5,8
Dettes extérieure (en p.c. du PIB)	17,0	17,4	16,1	14,9	15,2
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	2819.5.6	3 365,8	3 812,5	4 408,4	4 455,5